

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 23 janvier 2003 relatif aux registres consulaires de la population et aux cartes d'identité, un article 3/1 est inséré, libellé comme suit :

« Article 3/1. Le poste consulaire de carrière peut procéder à la radiation d'office des registres consulaires de la population s'il est établi que la personne concernée ne réside plus à l'adresse indiquée et s'il s'est avéré impossible de localiser sa nouvelle résidence principale. La radiation d'office prend effet à la date de la décision du chef du poste consulaire de carrière ou de son délégué. »

Art. 2. Le ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 janvier 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDEERS

Op voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het Koninklijk besluit van 23 januari 2003 aangaande de consulaire bevolkingsregisters en identiteitskaarten wordt een artikel 3/1 ingevoegd luidende :

« Artikel 3/1. De consulaire beroepspost kan overgaan tot afvoering van ambtswege uit de bevolkingsregisters indien blijkt dat een persoon niet langer op aangegeven adres woonachtig is en wanneer het onmogelijk is gebleken de nieuwe hoofdverblijfplaats van deze persoon op te sporen. De beslissingen tot afvoering van ambtswege nemen aanvang op de datum van de beslissing door het hoofd van de consulaire beroepspost of zijn gemachtigde. »

Art. 2. De minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 januari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDEERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2013/14025]

8 JANVIER 2013. — Arrêté royal modifiant diverses dispositions relatives au permis de conduire AM, A1, A2 et A. — Errata

Au *Moniteur belge* du 15 janvier 2013, à la page 1358, dans le texte de l'article 15, les mots « 125 cm, » doivent être remplacés par les mots « 125 cm³ ».

Au *Moniteur belge* du 15 janvier 2013, à la page 1368, dans le texte de l'article 39, les mots « 23 et 30 » doivent être remplacés par les mots « 22, 23 et 30 ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2013/14025]

8 JANUARI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van verscheidene bepalingen betreffende het rijbewijs AM, A1, A2 en A. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 2013, op bladzijde 1358, dienen in de tekst van artikel 15, de woorden « 125 cm » te worden vervangen door de woorden « 125 cm³ ».

In het *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 2013, op bladzijde 1368, dienen in de tekst van artikel 39, de woorden « 23 en 30 » te worden vervangen door de woorden « 22, 23 en 30 ».

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C - 2013/22045]

24 JANVIER 2013. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 2, § 2, quatrième alinéa de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration, et modifiant l'arrêté royal du 17 janvier 2000 pris en exécution de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté a pour objet, dans le cadre du plan de relance du Gouvernement, de corriger l'actuel système du bonus à l'emploi (réduction des cotisations sociales personnelles) des travailleurs salariés pour les bas salaires, en vue de supprimer les pièges à l'emploi - en empêchant qu'en cas d'augmentation du bas salaire, le travailleur ne soit confronté à une dégressivité trop importante du bonus à l'emploi - et de renforcer le pouvoir d'achat, afin de stimuler ainsi la consommation intérieure.

Le présent arrêté a été adapté aux remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis 52.550/1 du 9 janvier 2013, sauf en ce qui concerne sa première remarque. En effet, contrairement à ce qu'affirme le Conseil

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C - 2013/22045]

24 JANUARI 2013. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 2, § 2, vierde lid van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering en tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 januari 2000 tot uitvoering van artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit waarvan ik de eer heb aan uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft als doel om, in het kader van het relanceplan van de Regering, het huidige werkbonsussysteem (vermindering van de persoonlijke sociale bijdragen voor de werknemers) te corrigeren voor de lage lonen, met het oog op het wegwerken van de werkloosheidsgevallen - door te voorkomen dat bij een stijging van het lage loon, de werkbonus van de werknemer te sterk zou afnemen - en de koopkracht te versterken, om zo de binnenlandse consumptie te stimuleren.

Het besluit werd aangepast aan de opmerkingen geformuleerd door de Raad van State in zijn advies 52.550/1 van 9 januari 2013, met uitzondering van de eerste opmerking. In tegenstelling tot wat de Raad

d'Etat, nous confirmons que le projet s'inscrit bien dans la catégorie d'exception de la législation relative au test d'impact en matière de développement durable (appelé test « EIDDD »), en ce qu'il revêt une grande urgence (entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013).

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX
La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

Conseil d'Etat
section de législation
avis 52.550/1 du 9 janvier 2013

sur

un projet d'arrêté royal pris en exécution de l'article 2, § 2, quatrième et cinquième alinéas de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration, et modifiant l'arrêté royal du 17 janvier 2000 pris en exécution de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration'

Le 11 décembre 2012, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Emploi à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal pris en exécution de l'article 2, § 2, quatrième et cinquième alinéas de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration, et modifiant l'arrêté royal du 17 janvier 2000 pris en exécution de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 19 décembre 2012. La chambre était composée de Marnix Van Damme, président de chambre, Wilfried Van Vaerenbergh et Jeroen Van Nieuwenhove, conseillers d'Etat, et Wim Geurts, greffier.

Le rapport a été présenté par Paul Depuydt, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix Van Damme, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 janvier 2013.

*
* *

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis vise à modifier le montant de la réduction de cotisations prévue à l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration' (article 1^{er}). En outre, les différents modes de calcul de la réduction de cotisations sont remplacés (article 2). L'intention est que l'arrêté en projet entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013 (article 3).

2. L'article 1^{er} du projet trouve un fondement juridique dans l'article 2, § 2, alinéa 4, de la loi précitée du 20 décembre 1999 selon lequel le Roi, peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, notamment modifier les montants des plafonds salariaux et de la réduction de cotisation visée au paragraphe 1^{er} de cet article.

van State beweert, bevestigen wij immers dat het ontwerp wel degelijk behoort tot de uitzonderingscategorie wat de wetgeving betreffende de duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling (de zogenaamde "DOEB"-test), wegens de hoogdringendheid ervan (inwerkingtreding op 1 januari 2013).

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

Raad van State
afdeling Wetgeving
advies 52.550/1 van 9 januari 2013

over

een ontwerp van koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 2, § 2, vierde en vijfde lid van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering en tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 januari 2000 tot uitvoering van artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering'

Op 11 december 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Werk verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 2, § 2, vierde en vijfde lid van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering en tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 januari 2000 tot uitvoering van artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 19 december 2012. De kamer was samengesteld uit Marnix Van Damme, kamervoorzitter, Wilfried Van Vaerenbergh en Jeroen Van Nieuwenhove, staatsraden, en Wim Geurts, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Paul Depuydt, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix Van Damme, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 januari 2013.

*
* *

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe het bedrag te wijzigen van de bijdragevermindering, bedoeld in artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering' (artikel 1). Daarnaast worden de verschillende berekeningswijzen van de bijdragevermindering vervangen (artikel 2). Het is de bedoeling dat het ontwerp besluit op 1 januari 2013 in werking treedt (artikel 3).

2. Voor artikel 1 van het ontwerp wordt rechtsgrond geboden door artikel 2, § 2, vierde lid, van de voornoemde wet van 20 december 1999 naar luid waarvan de Koning, bij een besluit waarover in de Minister-raad overleg is gepleegd, onder meer de bedragen van de loongrenzen en de bijdragevermindering bedoeld in paragraaf 1 van dat artikel kan wijzigen.

L'article 2 du projet peut être réputé trouver un fondement juridique dans diverses délégations inscrites à l'article 2, § 1^{er}, de la loi précitée.

FORMALITES

3. Il découle de l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable que les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et les propositions de décisions devant être soumises à l'approbation du Conseil des ministres, doivent faire l'objet d'un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sur le développement durable, sauf si l'avant-projet, le projet ou la proposition en est dispensé. Ces dispenses sont déterminées par l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa, du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable'.

Il ressort des documents joints à la demande d'avis qu'il a été décidé que le projet d'arrêté royal peut être réputé exempté de l'examen préalable en matière de développement durable parce que « la mesure doit être prise d'urgence » et parce qu'« il est établi d'avance avec certitude que l'impact de la mesure au plan social, économique et/ou environnemental est négligeable », plus particulièrement parce que « la mesure se rapporte uniquement à des éléments techniques budgétaires ou fiscaux ».

Les motifs de dispense ainsi invoqués ne pourraient être liés qu'à une seule des catégories de dispense prévues à l'article 2 de l'arrêté royal du 20 septembre 2012, à savoir, celle concernant « la réglementation envisagée relative au budget, aux techniques budgétaires et aux marchés publics » (article 2, 2^o, de l'arrêté royal précité). Il est toutefois permis de douter de l'existence effective d'un tel lien. Ce n'est que si les dispositions en projet s'inscrivent dans la catégorie de dispense ainsi définie, qu'il est permis de ne pas procéder à un examen préalable au sens de l'article 19/1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997. Dans le cas contraire, un examen préalable au sens précité s'impose pour l'heure. Si cet examen préalable révèle en outre qu'une évaluation d'incidence au sens de l'article 19/2 de cette même loi est nécessaire et si, consécutivement à cette évaluation d'incidence, des modifications sont apportées au texte du projet, tel qu'il est à présent soumis au Conseil d'Etat, section de législation, pour avis, il y aura lieu de soumettre également ces modifications à l'avis de la section de législation.

EXAMEN DU TEXTE

Intitulé

4. Le début de l'intitulé du projet sera rédigé comme suit: « Arrêté royal pris en exécution de l'article 2, § 2, alinéa 4, de la loi du 20 décembre 1999 du... ».

PREAMBULE

5. Le grand nombre de modifications (1) encore en vigueur, apportées dans le passé à l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999, peut justifier de ne faire figurer au premier alinéa du préambule du projet que la modification la plus récente et d'écrire « modifié en dernier lieu par la loi du ... » (2).

6. L'arrêté royal en projet a été délibéré en Conseil des ministres le 3 décembre 2012. Il faut donc compléter la formule de proposition, à la fin du préambule, par le membre de phrase « et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil, ».

Article 1^{er}

7. L'article 1^{er} du projet doit faire mention du texte de loi modificatif le plus récent encore en vigueur. On se référera à cet égard à l'observation formulée au point 5.

Article 2

8. A la fin de la phrase liminaire de l'article 2 du projet, on écrira « d'une restructuration, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 13 août 2011, les modifications suivantes sont apportées : ».

Article 3

9. Compte tenu de la date à laquelle l'arrêté en projet sera pris, celui-ci entrera en vigueur avec effet rétroactif.

A ce propos, il y a lieu de rappeler que l'attribution d'un effet rétroactif à des arrêtés n'est admissible que s'il existe une base légale à cet effet, si la rétroactivité concerne un acte qui accorde des avantages dans le respect du principe d'égalité, ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement et la continuité de l'administration, et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises.

Artikel 2 van het ontwerp kan worden geacht rechtsgrond te vinden in de diverse delegatiebepalingen die zijn vervat in artikel 2, § 1, van de voornoemde wet.

VORMVEREISTEN

3. Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' vloeit voort dat elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd, aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling uit te voeren, tenzij het voorontwerp, het ontwerp of het voorstel hiervan is vrijgesteld. Die vrijstellingen zijn bepaald bij het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid, van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling'.

De bij de adviesaanvraag gevoegde documenten doen ervan blijken dat is beslist dat het ontwerp van koninklijk besluit kan worden geacht van het voorafgaand onderzoek inzake duurzame ontwikkeling te zijn vrijgesteld omdat « de maatregel [...] bij hoogdringendheid [moet] worden genomen » en omdat het « op voorhand en met zekerheid [vaststaat] dat de impact van de maatregel op sociaal, economisch en/of leefmilieuvlak te verwaarlozen is », meer in het bijzonder omdat « de maatregel [...] louter betrekking [heeft] op begrotingstechnische of fiscaaltechnische aangelegenheden ».

De aldus voor de vrijstelling ingeroepen motieven zouden enkel in verband kunnen worden gebracht met één van de vrijstellingscategorieën, bepaald in artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 september 2012, zijnde die inzake « voorgenomen regelgeving met betrekking tot de begroting, begrotingstechnieken en overheidsopdrachten » (artikel 2, 2^o, van het voornoemde koninklijk besluit). Het valt evenwel te betwijfelen of dergelijk verband effectief bestaat. Enkel indien de ontworpen regeling valt in te passen in de aldus omschreven vrijstellingscategorie kan worden afgezien van een voorafgaand onderzoek, bedoeld in artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997. In het andere geval dient alsnog een voorafgaand onderzoek in voormelde zin te worden uitgevoerd. Indien uit dit voorafgaand onderzoek dan zou blijken dat een effectbeoordeling in de zin van artikel 19/2 van de voornoemde wet noodzakelijk is, en als gevolg van die effectbeoordeling wijzigingen zouden worden aangebracht in de tekst van het ontwerp, zoals die thans om advies aan de Raad van State, afdeling Wetgeving, is voorgelegd, zullen deze wijzigingen eveneens om advies aan de afdeling Wetgeving moeten worden voorgelegd.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Opschrift

4. Men late het opschrift van het ontwerp aanvangen met de woorden « Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 2, § 2, vierde lid, van de wet van 20 december 1999 van... ».

AANHEF

5. Rekening houdend met het grote aantal nog van kracht zijnde wijzigingen (1) die in het verleden werden aangebracht in artikel 2 van de wet van 20 december 1999 kan worden gebillijkt dat in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp enkel melding wordt gemaakt van de meest recente wijziging en dat wordt geschreven « laatst gewijzigd bij de wet van... » (2).

6. Over het ontworpen koninklijk besluit is op 3 december 2012 beraadslaagd in de Ministerraad. Men vulle derhalve de formule van voordracht, aan het einde van de aanhef, aan met de zinsnede « en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers ».

Artikel 1

7. In artikel 1 van het ontwerp dient melding te worden gemaakt van de meest recente nog van kracht zijnde wijzigende wettekst. In dat verband kan worden verwezen naar hetgeen onder randnummer 5 is opgemerkt.

Artikel 2

8. Aan het einde van de inleidende zin van artikel 2 van het ontwerp schrijve men « van een herstructurering, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 augustus 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ».

Artikel 3

9. Rekening houdend met de datum waarop het ontworpen besluit zal tot stand komen, zal dit met terugwerkende kracht in werking treden.

Wat dat betreft, dient in herinnering te worden gebracht dat het verlenen van terugwerkende kracht aan besluiten enkel toelaatbaar is ingeval voor de retroactiviteit een wettelijke machtiging bestaat, de retroactiviteit betrekking heeft op een regeling die, met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel, voordelen toekent of in zoverre de retroactiviteit noodzakelijk is voor de goede werking en continuïteit van het bestuur en daardoor, in beginsel, geen verkregen rechten worden aangetast.

La rétroactivité des dispositions du projet ne peut se justifier que si elle peut s'inscrire dans l'une des hypothèses énumérées ci-dessus. Dans ce cas, on rédigera l'article 3 du projet comme suit :

« Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2013 ».
Le greffier, Le président,
W. Geurts M. Van Damme

Notes

(1) L'énumération des lois modificatives citée dans le premier alinéa du préambule est incomplète.

(2) Ainsi qu'il ressort d'un projet de loi « contenant le plan pour l'emploi » (*Doc. parl.*, Chambre, n° 53-2503/004), le législateur a l'intention de modifier l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 à partir du 1^{er} janvier 2013. Le délégué a confirmé que les modifications concernées n'ont aucun impact quant au fond sur l'arrêté royal en projet. Toutefois, le premier alinéa du préambule du projet soumis pour avis mentionnera, le cas échéant, cette loi (modificative), en cours d'élaboration.

24 JANVIER 2013. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 2, § 2, quatrième alinéa de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration, et modifiant l'arrêté royal du 17 janvier 2000 pris en exécution de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration, article 2 modifié en dernier lieu par la loi du 8 juin 2008;

Vu l'arrêté royal du 17 janvier 2000 pris en exécution de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration;

Vue l'avis n° 1.816 du Conseil National du Travail du 30 octobre 2012;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 novembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 3 décembre 2012;

Vu l'avis 52.550/1 du Conseil d'Etat, donné le 9 janvier 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Ministre de l'Emploi et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 20 décembre 1999, visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration, modifié en dernier lieu par la loi du 8 juin 2008, aux *b)*, *bbis)*, *c)* et *cbis)*, le nombre « 143 » est chaque fois remplacé par le nombre « 175 »;

Art. 2. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 17 janvier 2000 pris en exécution de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 13 août 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, 1° les phrases « Par dérogation à l'article 24, 1°, *a)* de l'arrêté précité du 28 novembre 1969, lorsque le travail hebdomadaire du travailleur à temps plein est réparti en moyenne sur moins de cinq jours par semaine, le nombre de journées de travail défini comme étant

Enkel indien de terugwerkende kracht van de bepalingen van het ontwerp in één van de voornoemde gevallen valt in te passen, kan deze worden gebillijkt. In dat geval redigere men artikel 3 van het ontwerp als volgt:

« Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013. »
De griffier, De voorzitter,
Wim Geurts M. Van Damme

Nota's

(1) De in het eerste lid van de aanhef vermelde opsomming van wijzigende wetten is onvolledig.

(2) Zoals blijkt uit een ontwerp van wet houdende het tewerkstellingsplan' (*Parl. St. Kamer*, nr. 53-2503/004) is de wetgever zinnens om artikel 2 van de wet van 20 december 1999 met ingang van 1 januari 2013 te wijzigen. Door de gemachtigde is bevestigd dat de betrokken wijzigingen geen inhoudelijke gevolgen hebben voor het ontworpen koninklijk besluit. Wel zal gebeurelijk van deze nog in voorbereiding zijnde (wijzigende) wet melding moeten worden gemaakt in het eerste lid van de aanhef van het om advies voorgelegde ontwerp.

24 JANUARI 2013. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 2, § 2, vierde lid van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering en tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 januari 2000 tot uitvoering van artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering, artikel 2, laatst gewijzigd bij de wet van 8 juni 2008;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 januari 2000 tot uitvoering van artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering;

Gelet op het advies nr. 1.816 van de Nationale Arbeidsraad d.d. 30 oktober 2012;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 november 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 3 december 2012;

Gelet op advies 52.550/1 van de Raad van State, gegeven op 9 januari 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en van de Minister van Werk, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2, § 1, van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering, laatst gewijzigd bij de wet van 8 juni 2008, wordt in de bepalingen onder *b)*, *bbis)*, *c)* en *cbis)* het getal « 143 » telkens vervangen door het getal « 175 »;

Art. 2. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 januari 2000 tot uitvoering van artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 augustus 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1° worden de zinnen « In afwijking van artikel 24, 1°, *a)* van het voornoemd besluit van 28 november 1969 wordt het aantal werkdagen dat wordt gedefinieerd als de factor J, wanneer de wekelijkse arbeid van de voltijdse werknemer gemiddeld gespreid is

le facteur J s'obtient en multipliant, pour le mois considéré, le nombre de journées de travail effectif par 5 et en le divisant par le nombre de jours par semaine pendant lesquels le travailleur est censé travailler normalement, et en arrondissant le résultat de cette division à l'unité supérieure. Dans ce cas, le facteur D s'obtient en multipliant, pour le mois considéré, le nombre de jours de travail pendant lesquels le travailleur est censé travailler normalement, par cinq, et en le divisant par le nombre de jours par semaine pendant lesquels le travailleur est censé travailler normalement, et en arrondissant le résultat de cette division à l'unité supérieure. » sont abrogées.

2° Le § 2, 1°, a) est remplacé comme suit :

« Le montant de la réduction dépend de la zone dans laquelle se situe la masse salariale S du travailleur. On distingue à cet effet trois zones délimitées par les valeurs S1 et S2 :

S1 est égal au revenu minimum mensuel moyen;

S2 est égal à 1807,81 EUR; »;

3° Le § 2, 1°, abis) est remplacé comme suit :

« les valeurs S1 et S2 qui délimitent la zone dans laquelle se situe la masse salariale S du travailleur, sont pour les travailleurs visés dans les articles 9, § 2, 10, § 2, 11, § 3 et 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal de 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, de :

S1 est égal au revenu minimum mensuel moyen;

S2 est égal à 1 807,81 EUR; »;

4° Le § 2, 1°, c) est remplacé comme suit :

« En fonction de la zone dans laquelle se situe la masse salariale (S) ainsi déterminée, il est appliqué dans le chef du travailleur l'un des 3 régimes de réduction de cotisations R(p) suivants :

1) S est inférieur ou égal à S1 :

la réduction R(p) est égale à 175,00 EUR;

Le montant de 175,00 EUR est porté à 189,00 EUR pour les travailleurs manuels;

2) S est supérieur à S1 inférieur ou égal à S2 :

$R(p) = 175,00 - \alpha' * (S - S1)$,

le montant de 175,00 EUR est porté à 189,00 EUR pour les travailleurs manuels;

a) Pour les travailleurs intellectuels :

$\alpha' = 175 / (S2 - S1)$, α' est arrondi à la quatrième décimale après la virgule, 0,00005 étant arrondi vers le haut;

b) Pour les ouvriers :

$\alpha' = 189 / (S2 - S1)$, α' est arrondi à la quatrième décimale après la virgule, 0,00005 étant arrondi vers le haut;

R(p) est arrondi à la deuxième décimale après la virgule, et 0,005 est arrondi vers le haut.

3) S est supérieur à S2 : la réduction R(p) est égale à 0,00 EUR; »

5° Le § 2, 1°, cbis) est remplacé comme suit :

« En fonction de la zone dans laquelle se situe la masse salariale (S) ainsi déterminée, il est appliqué dans le chef du travailleur visé dans les articles 9, § 2, 10, § 2, 11, § 3 et 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal de 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'un des 3 régimes de réduction de cotisations R(p) suivants :

1) S est inférieur ou égal à S1 :

la réduction R(p) est égale à 175,00 EUR, le montant de 175,00 EUR est porté à 189,00 EUR pour les travailleurs manuels qui sont assujettis au régime des vacances annuelles des travailleurs;

2) S est supérieur à S1 et inférieur ou égal à S2 :

$R(p) = 175,00 - \alpha' * (S - S1)$, le montant de 175,00 EUR est porté à 189,00 EUR pour les travailleurs manuels qui sont assujettis au régime des vacances annuelles des travailleurs;

a) Pour les travailleurs intellectuels :

$\alpha' = 175 / (S2 - S1)$, α' est arrondi à la quatrième décimale après la virgule, 0,00005 étant arrondi vers le haut;

b) Pour les ouvriers assujettis au régime des vacances annuelles des travailleurs :

over minder dan vijf dagen per week, verkregen door voor de betrokken maand het aantal dagen effectieve arbeid te vermenigvuldigen met 5 en te delen door het aantal dagen per week gedurende dewelke de werknemer wordt geacht normaal te werken, en het resultaat van deze deling af te ronden tot de hogere eenheid. In dit geval wordt de factor D verkregen door, voor de betrokken maand, het aantal dagen gedurende dewelke de werknemer wordt geacht normaal arbeid te verrichten, te vermenigvuldigen met 5 en te delen door het aantal dagen per week gedurende dewelke de werknemer wordt geacht normaal te werken, en het resultaat van deze deling af te ronden tot de hogere eenheid. » opgeheven;

2° § 2, 1°, a) wordt vervangen als volgt :

« Het bedrag van de vermindering is afhankelijk van de zone waarin de loonmassa S van de werknemer zich bevindt. Hiertoe onderscheidt men drie zones die worden afgebakend door de waarden S1 en S2 :

S1 is gelijk aan het gemiddeld minimummaandinkomen;

S2 is gelijk aan 1807,81 EUR; »;

3° § 2, 1°, abis) wordt vervangen als volgt :

« De waarden S1 en S2 die de zone afbakenen waarin de loonmassa S van de werknemer zich bevindt, bedragen voor de werknemers bedoeld in de artikelen 9, § 2, 10, § 2, 11, § 3 en 12, § 1, eerste lid van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders :

S1 is gelijk aan het gemiddeld minimum maandinkomen;

S2 is gelijk aan 1 807,81 EUR; »;

4° § 2, 1°, c) wordt vervangen als volgt :

« Naargelang van de zone waarin de op die manier vastgestelde loonmassa S zich bevindt, wordt in hoofde van de werknemer één van de volgende 3 regelingen van bijdragevermindering R(p) toegepast :

1) S is kleiner dan of gelijk aan S1 :

de vermindering R(p) is gelijk aan 175,00 EUR,

Het bedrag 175,00 EUR wordt verhoogd tot 189,00 EUR voor de handarbeiders;

2) S is groter dan S1 en kleiner dan of gelijk aan S2 :

$R(p) = 175,00 - \alpha' * (S - S1)$,

het bedrag 175,00 EUR wordt verhoogd tot 189,00 EUR voor de handarbeiders;

a) Voor de hoofdarbeiders :

$\alpha' = 175 / (S2 - S1)$, α' wordt tot op het vierde cijfer na de komma afgerond, 0,00005 wordt naar boven afgerond;

b) Voor de handarbeiders :

$\alpha' = 189 / (S2 - S1)$, α' wordt tot op het vierde cijfer na de komma afgerond, 0,00005 wordt naar boven afgerond;

R(p) wordt tot op het tweede cijfer na de komma afgerond, en 0,005 wordt naar boven afgerond.

3) S is groter dan S2 : de vermindering R(p) is gelijk aan 0,00 EUR; »;

5° § 2, 1°, cbis) wordt vervangen als volgt :

« Naargelang van de zone waarin de op die manier vastgestelde loonmassa (S) zich bevindt, wordt in hoofde van de werknemers bedoeld in de artikelen 9, § 2, 10, § 2, 11, § 3 en 12, § 1, eerste lid van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders één van de volgende 3 regelingen van bijdragevermindering R(p) toegepast :

1) S is kleiner dan of gelijk aan S1 :

de vermindering R(p) is gelijk aan 175,00 EUR, het bedrag 175,00 EUR wordt verhoogd tot 189,00 EUR voor de handarbeiders die onderworpen zijn aan de regeling van de jaarlijkse vakantie der werknemers;

2) S is groter dan S1 en kleiner dan of gelijk aan S2 :

$R(p) = 175,00 - \alpha' * (S - S1)$, het bedrag 175,00 EUR wordt verhoogd tot 189,00 EUR voor de handarbeiders die onderworpen zijn aan de regeling van de jaarlijkse vakantie der werknemers;

a) Voor de hoofdarbeiders :

$\alpha' = 175 / (S2 - S1)$, α' wordt tot op het vierde cijfer na de komma afgerond, 0,00005 wordt naar boven afgerond;

b) Voor de handarbeiders die onderworpen zijn aan de regeling van de jaarlijkse vakantie der werknemers :

$\alpha' = 189 / (S2 - S1)$, α' est arrondi à la quatrième décimale après la virgule, 0,00005 étant arrondi vers le haut;

$R(p)$ est arrondi à la deuxième décimale après la virgule, et 0,005 est arrondi vers le haut.

3) S est supérieur à S2 : la réduction $R(p)$ est égale à 0,00 EUR; ».

Art. 3. Cet arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2013.

Art. 4. La ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et la ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 janvier 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX
La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

$\alpha' = 189 / (S2 - S1)$, α' wordt tot op het vierde cijfer na de komma afgerond, 0,00005 wordt naar boven afgerond;

$R(p)$ wordt tot op het tweede cijfer na de komma afgerond, en 0,005 wordt naar boven afgerond.

3) S is groter dan S2 : de vermindering $R(p)$ is gelijk aan 0,00 EUR; ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

Art. 4. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 januari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE,
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE**

[C - 2013/11066]

5 NOVEMBRE 2012. — Arrêté royal portant l'octroi d'un prix fédéral de lutte contre la pauvreté pour l'année 2012

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 mai 2003 portant sur l'organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124;

Vu la loi du 16 février 2012 contenant le budget général des dépenses pour 2012, l'article 2.44.3;

Vu la loi du 6 juin 2012 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 2012;

Vu le plan fédéral de lutte contre la pauvreté, approuvé le 4 juillet 2008 par le conseil des ministres;

Vu le règlement d'application pour le prix fédéral de lutte contre la pauvreté 2012;

Vu le dossier de candidature, introduit le 22 avril 2012;

Vu la décision du jury, prise le 21 mai 2012;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 14 mars 2012 et 12 juin 2012;

Vu l'approbation par le Conseil des Ministres le 22 octobre 2012

Considérant que le prix fédéral de lutte contre la pauvreté veut soutenir et récompenser des personnes ou des initiatives qui se rendent utiles dans la lutte contre la pauvreté;

Considérant que trois lauréats et six nominés sont couronnés;

Sur la proposition de la Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Une subvention de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) est octroyée à :

1° MicroStart Support ASBL, place de Bethléem 9, à 1060 Saint-Gilles;

2° Relais social de Charleroi (association Chapitre XII C.P.A.S.), boulevard Jacques Bertrand 10, à 6000 Charleroi;

3° C.P.A.S. de Zottegem, Deinsbekerstraat 23, à 9620 Zottegem.

§ 2. Le bénéficiaire de la subvention, visé au § 1^{er}, 1° à 3°, est nommé ci-après « le lauréat » pour l'intervention dans les frais de personnel, de fonctionnement et de communication lié au projet.

§ 3. La subvention octroyée au lauréat visé au § 1^{er}, 1° et 2° favorisera le rapprochement des personnes trop éloignées du marché de l'emploi pour accéder à une activation sociale ou professionnelle et fournira un effort particulier pour préserver les groupes à risques suite à la crise économique et financière.

**PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST
MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE,
ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE**

[C - 2013/11066]

5 NOVEMBER 2012. — Koninklijk besluit houdende de toekenning van een federale prijs armoedebestrijding voor het jaar 2012

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, de artikelen 121 tot en met 124;

Gelet op de wet van 16 februari 2012 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2012, artikel 2.44.3;

Gelet op de wet van 6 juni 2012 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2012;

Gelet op het federaal plan armoedebestrijding, goedgekeurd op 4 juli 2008 door de ministerraad;

Gelet op het reglement voor de federale prijs armoedebestrijding voor het jaar 2012;

Gelet op het kandidaatsformulier ingediend op 22 april 2012;

Gelet op de beslissing van de jury, genomen op 21 mei 2012;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën; gegeven op 14 maart 2012 en 12 juni 2012;

Gelet op de goedkeuring door de Ministerraad, gegeven op 22 oktober 2012

Overwegende dat de federale prijs armoedebestrijding personen of initiatieven die zich verdienstelijk maken in de strijd tegen armoede wil ondersteunen en belonen;

Overwegende dat drie laureaten en zes genomineerden worden bekroond;

Op de voordracht van de Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Een subsidie van twaalfduizend vijfhonderd euro (12.500 EUR) wordt toegekend aan :

1° MicroStart Support VZW, place Bethléem 9, te 1060 Sint-Gillis;

2° Relais social de Charleroi (Vereniging Hoofdstuk XII O.C.M.W.), boulevard Jacques Bertrand 10, te 6000 Charleroi;

3° O.C.M.W. Zottegem, Deinsbekerstraat 23, te 9620 Zottegem.

§ 2. De begunstigde van de subsidie, zoals vermeld in § 1, 1° tot en met 3°, wordt hierna « de laureaat » genoemd voor interventie in de personeelskosten, werkingskosten en communicatiekosten in verband met het project.

§ 3. De subsidie aan de laureaat vermeld in § 1, 1° en 2° zal de toenadering bevorderen tot de arbeidsmarkt van mensen die er te ver van verwijderd staan om toegang te hebben tot een sociale of professionele activering en zal een bijzondere inspanning leveren om kwetsbare groepen ten gevolge de economische en financiële crisis te beschermen.